

COMMUNIQUE

Dix associations des luttes démocratiques et des droits de l'Homme reçues par le Président de la république tunisienne à l'occasion de son voyage en France

samedi 21 juillet 2012, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juillet 2012).

COMMUNIQUE DES ASSOCIATIONS DE L'IMMIGRATION

Une délégation maghrébine de dix associations des luttes démocratiques et des droits de l'Homme en France a été reçue le mercredi 11 Juillet 2012 par le Président de la république tunisienne, Monsieur Moncef Marzouki, à l'occasion de son voyage officiel en France.

La délégation lui a fait part de ses quatre préoccupations majeures actuelles.

La première concerne les immigréEs âgéEs « chibanis et chibanias » plus particulièrement. Ces personnes sont de fait « assignées à résidence », avec des pensions de retraite de misère, aggravée par des contrôles discriminatoires dont elles font l'objet. Le pire, une clause des conventions bilatérales de la sécurité sociale entre les États des pays d'origine et l'État Français, entérine le contrôle qui subordonne l'ouverture et le maintien des droits aux allocations non contributives que stipule le droit français, dès lors que les immigréEs retraitéEs passent plus de six mois hors de France.

Le second point concerne le lien entre immigration, développement et démocratie ; il est nécessaire de dissocier les politiques de gestion des flux migratoires de la question du développement. Les accords appelés de « gestion concertée » signés entre la France et certains États des pays d'origine instrumentalisent l'aide publique au développement pour servir les intérêts de la France et de l'Union Européenne, notamment par l'expulsion des sans papiers.

Les associations ont également insisté sur la nécessité d'intégrer dans le processus de l'égalité des droits pour tous, y compris, les étrangers avec ou sans papiers dans les pays du Maghreb, dans le cadre des cinq principes annoncés par le président tunisien : liberté de circulation, liberté d'installation, liberté de travail, droit de vote aux élections locales, droit à la propriété.

Enfin la délégation a attiré l'attention du Président de la République sur la situation inhumaine des jeunes Tunisiens dits de Lampedusa. Nous avons clairement sollicité son attention pour qu'il veuille à trouver une solution la plus adéquate à leur souffrance.

Par ailleurs, les associations ont sollicité du Président de la république l'implication de l'Etat tunisien dans la prise en charge conséquente du Forum Social Mondial de 2013 en Tunisie.

La même délégation a été ensuite reçue par le secrétaire d'Etat aux migrations et aux tunisienNES à l'étranger, Monsieur Houcine Jaziri, sur les mêmes enjeux. A l'issue de cette rencontre, deux séminaires ont été proposés en Tunisie, l'un sur les conventions bilatérales, et l'autre sur

immigration, développement et démocratie.

Les associations de l'immigration ont accueilli avec soulagement, l'écho qui a été fait à leurs attentes par le Président de la République et le secrétaire d'Etat aux migrations, en termes de perspectives pratiques vis-à-vis de leurs homologues français et européens.

Nous, associations démocratiques de l'immigration, appelons avec insistance, le Forum Social Mondial et l'ensemble de ses composantes à être vigilants, pour mettre devant leurs responsabilités les Etats qui font semblant d'ignorer les revendications de l'immigration. La coresponsabilité des Etats du Nord et du Sud est évidente dans l'exploitation des populations immigrées et de leurs droits depuis des décennies.

Monastir, 12 Juillet 2012

Les associations signataires : Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) ; Association des Marocains en France (AMF) ; Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) ; Association des Démocrates Tunisiens de France (ADTF) ; Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM) ; Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT) ; Collectif Justice et Dignité pour les Chibanis ; Elghorba ; Immigration Développement Démocratie (IDD) ; Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT).